

DOCUMENT 4 Évolution de la part du salaire socialisé (ou indirect) dans le salaire total

« Trop de charges,
trop de charges ! »

	Part du salaire direct (de fin de mois) dans le salaire total	Part du salaire indirect (ou socialisé) dans le salaire total
Vers 1955	85%	15%
Vers 2000	60%	40%
Demain ?	40%	60%

Commentaires :

Tout d'abord une remarque sur un mot parfois utilisé dans le débat sur les retraites. On désigne ici l'ensemble des prestations sociales comme étant du « salaire indirect » ou du « salaire socialisé ». Si nous n'utilisons pas le terme « salaire différé », terme qu'on rencontre encore souvent dans nos organisations syndicales, c'est pour une raison précise et sérieuse. En effet, notre protection sociale est constituée pour l'essentiel des cotisations sociales, versées en « part employeur » et « part salarié » à l'occasion de l'emploi. Elles sont transformées immédiatement en prestations sociales. Il s'agit d'un flux direct des actifs vers les retraités, vers les malades... Ce sont les richesses créées par les actifs d'aujourd'hui pour financer tout le hors travail d'aujourd'hui. Le mot « salaire différé », tout au contraire, porte l'idée non vérifiée dans la réalité, que « ma cotisation » d'aujourd'hui est « pour moi » demain, pour « ma retraite » dans 20 ou 30 ans. Ce n'est donc pas pinailler sur les mots que de recommander l'abandon de « salaire différé ». Il y va de la clarté de nos combats.

Sur le fond, ce tableau est d'une importance capitale car il montre que le salaire socialisé a pris au cours de la 2ème moitié du 20ème siècle une très grande ampleur. Le travail salarié, travail contraint, est l'occasion du versement de cotisations sociales qui financent directement du hors travail et cela de façon de plus en plus large. Cette part de salaire pourra demain augmenter encore : cela dépend de nous... Cette perspective est insupportable aux capitalistes. Toutes l'action du gouvernement et du MEDEF consiste justement à se dégager de tout ce système de protection sociale basée sur la cotisation sociale. « Trop de charges ! Trop de charges ! » hurlent-ils ...Laissons-les hurler, mais n'oublions pas que « leurs charges », ce sont « nos vies hors travail contraint » !



RETRAITES : 4 ARGUMENTS

pour refuser tout « partage des efforts »
et préparer une riposte sans concession !

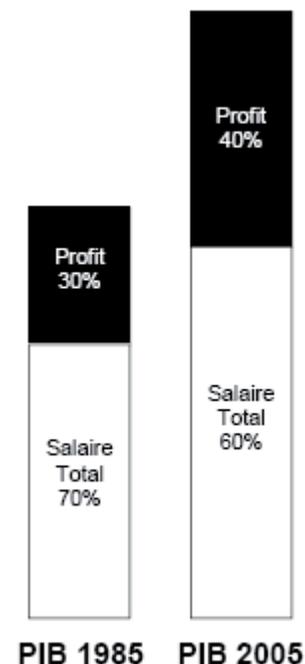
DOCUMENT 1 Partage des richesses

« En quantité, le profit
a doublé en 20 ans »

Commentaires :

La quantité de richesses produites (biens, 30%, et services, 70%) a été augmentée de 50% entre 1985 et 2005, au rythme annuel d'une croissance de 2%. C'est ce que mesure le PIB (produit intérieur brut). Cet instrument de mesure des richesses produites est très critiquable (et doit être soumis à une critique radicale car complètement lié à l'histoire et au fonctionnement du système capitaliste). Pour autant, ce serait faire preuve de beaucoup de naïveté de refuser de regarder ce qu'il mesure, de penser qu'on serait ainsi à l'abri de la politique antisociale du gouvernement et du MEDEF. Depuis 2005, la tendance ne s'est pas inversée, au contraire !

On appelle « salaire total » l'ensemble des « salaires de fin de mois versés » auxquels on ajoute l'ensemble du « salaire indirect » qu'on appelle aussi « salaire socialisé » (l'ensemble de la protection sociale, y compris les retraites). La perte de 10 % de la part salaire en 20 ans est mécaniquement gagnée par le profit, soit 170 milliards € pour 2008... Le passage de 30% à 40% d'un PIB augmenté lui-même de 50%, c'est un doublement (+100%) du profit en chiffres absolus. Ces chiffres légitiment nos revendications : nous ne devons plus rien lâcher !



DOCUMENT 2 Évolution des dépenses de retraite

« Le fardeau des retraités sera écrasant pour les générations futures »

	1960	2000	2040 ?
PIB en milliards €	750	1500	3000
Dépenses de retraite	40 (5% du PIB)	180 (12% du PIB)	600 (20% du PIB)
Reste	710	1320	2400

Commentaires :

La part du PIB consacrée au financement des retraites a significativement augmenté, passant de 5% en 1960 à 12% en 2000. C'est normal, on compte 12 millions de retraités en 2000, certainement 13 en 2008 et peut-être 20 en 2040... Ce nombre de retraités va augmenter, nous osons l'espérer, et les dépenses de retraites devront suivre. 20% du PIB en 2040 pour financer les retraites, c'est une hypothèse très haute, et pourtant, le reste serait considérablement augmenté aussi ! A une condition : que nous ne laissions pas le système bancaire et les assurances privées mettre la main sur la protection sociale. Notre fermeté sur nos positions de défense de nos retraites doit être absolue.

Les propositions du NPA

- 1) maintien du droit à la retraite à 60 ans, 55 ans pour les travaux pénibles.
- 2) après 37,5 annuités de cotisations.
- 3) et égalité public/privé : 75% du salaire moyen du dernier semestre.

Il faut donc annuler les lois de régression de Balladur 1993 (privé) et Fillon 2003 (public)

Pour assurer un financement solide :

- 1) Annulation de toutes les exonérations patronales de cotisations sociales.
- 2) Augmentation progressive et continue de la cotisation patronale.

DOCUMENT 3 À propos de la productivité

« Trop de retraités qui coûtent trop cher »

	Nombre d'actifs	Nombre de retraités	Richesse produite	Richesse disponible par personne
2000	10	4	100	100/14=7
2040	10	8	200	200/18=11

Commentaires :

Dans ce tableau, on dit que la richesse produite par 10 actifs de 2000 est de 100 (on ne s'intéresse pas ici à l'unité de mesure). Si la productivité augmente dans les 40 prochaines années comme elle a augmenté lors de ces 40 dernières, au rythme de 2% l'an, alors 10 actifs de 2040 produiront le double. A partager non entre 14 mais entre 18.

La productivité peut se définir par le PIB divisé par le nombre d'heure de travail.

Ce tableau montre nettement que si les salariés ont la maîtrise des gains de productivité, alors l'augmentation massive du nombre de retraités n'est en rien un problème.

Trois remarques générales cependant :

1) les mêmes importantes réserves doivent être faites ici à propos des richesses produites que sur le PIB sur le document 1.

Nous voulons dire ici que notre perspective politique est résolument anticapitaliste. Le capitalisme est aussi un productivisme, c'est le règne de la marchandise. Nous nous plaçons dans une perspective totalement à l'opposé. Notre démarche est tout à la fois anticapitaliste, écologiste et internationaliste. Donc, dire que l'équilibre du régime par répartition dépend de l'utilisation des gains de productivité, ce n'est pas sombrer dans le productivisme.

2) il s'agit de projections à 30/40 ans. Le degré d'incertitude est élevé, forcément... La crise sociale, écologique, économique, politique n'est pas derrière nous...

3) dans la lutte sociale et politique autour des retraites, la bataille des chiffres fait rage : il est important que les militants ne se laissent pas impressionner. Les chiffres sont toujours des constructions ! Cette remarque ne doit pas conduire à les rejeter d'un revers de main, mais bien plutôt à les examiner de près, avec, présent à l'esprit, la position de celui qui les manie. Une règle de base devrait s'imposer : ne rien lâcher dans les échéances d'aujourd'hui, ne pas se laisser tétaniser par le catastrophisme.